

quand les affaires étaient bonnes, quand les revenus agricoles étaient élevés et que tout allait bien, que nous décidions de construire un nouvel hôpital, un pont ou une école. Nous ne devrions pas procéder de cette façon. Nous devrions utiliser ces projets comme des armes économiques pour contrebalancer les fluctuations de notre économie. En d'autres termes, favorisons le commerce ou créons des emplois selon les circonstances. Cette attitude me semble assez raisonnable. Je suis sûr que, si on avait examiné cette idée dans les années 30 ou durant une autre période de dépression, les choses se seraient passées différemment dans certains secteurs de l'économie. Cependant, à cette époque-là, on ne croyait pas à ce genre d'interventions.

J'irai même jusqu'à dire que, même à notre époque, nous ne semblons pas tout mettre en œuvre pour résoudre ce genre de problèmes. Sauf erreur, le gouvernement du Manitoba a prévu dans son budget des subventions pour de tels programmes; et je pense qu'il serait sage d'examiner de très près cette solution. Récemment, le gouvernement fédéral a tenté d'étouffer les flammes de l'inflation et l'une des armes auxquelles il a eu recours a consisté à supprimer les allocations d'amortissement pour les édifices situés dans des villes comme Toronto et Edmonton où l'inflation avait atteint un niveau très élevé. Pourtant le résultat n'a pas été pleinement satisfaisant. Je propose que nous adoptions l'autre solution et qu'au moyen de banques de projets, nous consacrons des crédits, des efforts et des programmes au soutien de l'activité économique et de l'emploi.

• (8.30 p.m.)

Voici à peu près à quoi je songe. Dans le cas d'une impasse à Toronto, Biggar ou Saskatoon, le gouvernement fédéral ou un gouvernement provincial pourrait signaler à la municipalité qu'en commençant la construction d'un hôpital ou d'une institution quelconque, peu importe, dans un délai de six mois, elle obtiendrait à telle fin une subvention plus considérable que l'ordinaire. Cela encouragerait une municipalité à construire des installations. A mon avis, ce serait un encouragement logique, alors que l'économie stagne. Ce programme aiderait une certaine municipalité, évidemment, mais, en outre, cette municipalité pourrait obtenir de meilleures conditions du constructeur au moment où les choses tourneraient au ralenti.

Dans certaines régions, dans la mienne, par exemple, même si on peut dire qu'il y a une récession, les gens peuvent prétendre qu'il y a une crise. Trop souvent, un observateur détaché de la situation économique dira qu'il y a une récession, mais celui que cela touche de près criera à la crise. Dans ma ville de Biggar, il

[M. Thomson.]

nous faudrait un hôpital. La municipalité serait bien prête à envisager cette construction avec quelque encouragement supplémentaire. En me servant de ma ville à titre d'exemple, je ne veux pas dire que nos besoins économiques sont plus grands ou plus petits que ceux des autres villes. Ce que je veux dire, c'est que l'argent sans intérêt à lui seul ne saurait stimuler l'économie dans certaines de ces régions. J'aimerais qu'on approfondisse cette idée de réserves de projets dont j'ai parlé.

[Français]

M. Charles-Eugène Dionne (Kamouraska): Monsieur l'Orateur, j'éprouve beaucoup de satisfaction à participer au débat sur la motion actuellement à l'étude, et ce pour diverses raisons.

D'abord, je voudrais démontrer que le système d'endettement actuel a pour effet de décourager la population. Pour s'en rendre compte, on n'a qu'à constater la pyramide de dettes impayées et impayables sous le régime financier à l'envers d'aujourd'hui, régime qui oriente les décisions des législateurs vers un mécanisme de pompage de taxes sous toutes les formes que leur cerveau peut imaginer. C'est tellement vrai, que nos législateurs et plusieurs fonctionnaires parfois se contredisent.

Voici un exemple: Tous admettent généralement qu'il faut un revenu d'environ \$5,000 par année pour faire vivre honorablement une famille de quatre ou cinq personnes. Par contre, les législateurs, soumis à la dictature financière d'aujourd'hui, obligent le père de famille à payer l'impôt sur le revenu à partir de \$1,000. Un moment de réflexion sur les effets d'une pareille législation nous permet de constater que les serviteurs du régime sont totalement en désaccord avec la réalité.

En réponse à une question inscrite au *Feuilleton* en 1964, alors que je désirais savoir quel avait été le montant payé en intérêt sur la dette publique depuis la Confédération, le ministre des Finances répondait: Du 1<sup>er</sup> juillet 1867 au 31 mars 1964, l'intérêt sur la dette nationale s'est élevé à 15 milliards 287 millions de dollars, y compris la somme prévue de 952 millions pour l'année financière 1963-1964.

Les économistes et les politiciens trouveraient facilement une explication à la montée croissante du coût de la vie, s'ils poursuivaient leurs enquêtes sur l'augmentation constante de l'intérêt sur les dettes publiques. Pourquoi continuer à chercher, dans un système à l'envers, des solutions introuvables?

On cherche à ridiculiser le Crédit social en lui associant une «machine à piastres». Or, la vérité est exactement le contraire. Il n'y a pas de machine à piastres plus efficace, plus